



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 19/05/2023

Reçu en préfecture le 19/05/2023

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 076-217604479-20230517-M\_DL230515\_083-DE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt trois, le quinze mai à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 mai 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 27**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Agnès MONTRICHARD

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5**

Sylvain CORNETTE donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS  
Aline MARECHAL donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS  
Arnaud LECLERRE donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD


### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL DU 15 mai 2023

Envoyé en préfecture le 19/05/2023  
Reçu en préfecture le 19/05/2023  
Publié le   
ID : 076-217604479-20230517-M\_DL230515\_083-DE

**M\_DL230515\_083**

## **MARCHES PUBLICS - ASSISTANCE ET CONSEIL TOUTES ASSURANCES - GROUPEMENT DE COMMANDES - CONVENTION - ACCORD-CADRE - SIGNATURES - AUTORISATION**

**Mr Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire** - La ville de Montivilliers a signé en 2019 une convention de groupement de commandes avec la ville du Havre, la SPL des Docks, le CCAS de la ville du Havre, le CCAS de la ville de Montivilliers et la communauté urbaine le Havre Seine Métropole, relative à la passation d'un accord-cadre d'Assistance et conseil toutes assurances (AMO) afin de se faire assister d'un prestataire extérieur pour l'élaboration du programme d'assurances à souscrire, rédiger les dossiers de consultation et les pièces contractuelles, analyser les offres et proposer les attributaires pour les différents projets d'assurance en matière de construction et des polices d'assurances couvrant de manière générale le patrimoine et les responsabilités.

Le cabinet retenu lors de cette consultation publique a permis la passation des polices d'assurances de la ville de type « responsabilité civile », « dommages aux biens », « flotte automobile », « tous risques exposition » et « risques statutaires » qui ont pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour une durée de 5 ans.

Toutefois, l'accord-cadre de l'Assistant et conseil toutes assurances prend fin au 12 décembre 2023 et il nous est proposé à nouveau de signer une convention de groupement de commande avec la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, la ville du Havre, le CCAS de la ville de Montivilliers, le CCAS de la ville du Havre, le GIP Le Havre Croisières et la société publique locale (SPL) des Docks ayant chacun ce besoin.

La Communauté urbaine sera coordonnateur pour préparer et organiser l'accord-cadre relevant de la convention de groupement de commandes. L'exécution des accords-cadres sera à la charge de chaque membre.

Le montant maximum HT de l'accord-cadre pour la ville de Montivilliers est fixé à 15 000 euros HT,

La commission d'appel d'offres (CAO) compétente sera celle de la Communauté urbaine,

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

### **CONSIDÉRANT**

- que la ville de Montivilliers doit souscrire, pour ses différents projets, des assurances en matière de construction et des polices d'assurances couvrant de manière générale son patrimoine et sa responsabilité ;

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

- qu'avant de lancer ce type de marché, la ville de Montivilliers se fait prestataire extérieur afin de l'aider à élaborer le programme d'assurance, de constituer des dossiers de consultation et les pièces contractuelles et l'assister dans l'analyse des offres et le choix de l'attributaire ;

- que des besoins ont en outre été identifiés correspondant à la nécessité de disposer d'une expertise permanente en cours d'exécution des polices d'assurance, afin d'éclairer la ville de Montivilliers sur la portée des demandes de révisions tarifaires demandées périodiquement par les assureurs, la conseiller sur toutes difficultés d'exécution des polices en matière d'interprétation des clauses ou de gestion des sinistres, et lui faire toutes recommandations utiles, au vu de l'évolution dans le temps des risques garantis, quant à l'adéquation entre le niveau des primes et les prestations des assureurs ;

- que les besoins étant différents en fonction des projets, il a été décidé de passer un accord-cadre mono-attributaire qui permettra, à la survenance d'un besoin, de lancer un marché subséquent ;

- que la ville de Montivilliers, la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, la ville du Havre, le CCAS de la ville de Montivilliers, le centre communal d'action sociale (CCAS) de la ville du Havre, le GIP Le Havre Croisières et la société publique locale (SPL) des Docks ayant chacun ce besoin, il est proposé, conformément au Code de la Commande Publique, de constituer une convention de groupement de commandes dans laquelle la Communauté urbaine sera coordonnateur pour préparer et organiser l'accord-cadre relevant de la convention de groupement de commandes ;

- que l'exécution des accords-cadres sera à la charge de chaque membre ;

- que la commission d'appel d'offres (CAO) compétente sera celle de la Communauté urbaine ;

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

**Après en avoir délibéré,**

## **DÉCIDE**

- **D'autoriser** Monsieur le Maire ou son représentant, à signer une convention de groupement de commandes entre la ville du Havre, la ville de Montivilliers, la société publique locale (SPL) des Docks, le centre communal d'action sociale (CCAS) de la ville du Havre, le CCAS de la ville de Montivilliers, le GIP Le Havre Croisières et la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, portant sur la passation d'un accord-cadre assistance et conseil toutes assurances ;

- **D'autoriser** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'accord-cadre d'Assistance et Conseil toutes assurances avec la société qui sera désignée suite à la consultation publique.

### **Imputation budgétaire**

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 6188 - 01

Nature et intitulé : Autres frais divers

Montant de la dépense : Montant maximum HT : 15 000 euros

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***